

## **Chronique de la pensée multiple**

**Par V. Giscard d'Estaing**

*Le Point* du 22 avril 2010

### **Et si la France s'était déplacée vers la droite ?**

**Leçons d'un scrutin.** Les élections régionales des 14 et 21 mars derniers ont assuré, à l'heureuse exception de l'Alsace, le succès des listes de gauche dans l'ensemble des régions métropolitaines et en Corse. Le milieu politique français, imprégné d'électorisme et toujours préoccupé des prochaines élections, y a vu l'annonce d'un succès de la gauche dans les grandes consultations de 2012, présidentielle et législative. Les choses ne sont pourtant pas si simples.

S'il est hors de question de contester la légitimité du résultat des élections des Conseils Régionaux, qui ont été démocratiques et régulières, celles-ci n'ont exprimé l'opinion politique que de 48,9 % des Français, en raison du nombre des abstentions (48,8 %) et des bulletins blancs ou nuls (2,3 %). Ces chiffres sont exceptionnels. Lors des dernières élections régionales de 2004, 63 % des Français avaient exprimé leur choix politique, et 34,4 % s'étaient abstenus.

Ces écarts sont trop importants d'une élection à une autre pour ne pas en rechercher le sens. C'est le cas, en particulier, du nombre des abstentionnistes, en hausse de 14,4 %.

L'abstention peut provenir d'un manque d'intérêt pour l'enjeu de la consultation : c'est l'abstention passive. Elle peut exprimer aussi le refus d'apporter sa voix aux candidats, ou aux listes en présence. Il s'y ajoute les bulletins blancs. C'est alors l'abstention volontaire. Peut-on démêler entre elles dans le cas des élections régionales ? L'abstention passive a sans doute progressé un peu depuis 2004, en raison de l'enchevêtrement toujours incompréhensible des compétences entre les communes, les départements et les régions, enchevêtrement qui conduit au prononcé de sept discours à l'inauguration de chaque réalisation locale, mais cette situation existait déjà en 2004. L'expérience démontre que les mouvements de l'abstention passive dépassent rarement l'ampleur de quelques points. Si elle était de 34 % en 2004, elle a pu atteindre 36 ou 37 % en 2010. Il subsiste donc une progression qui représente 11 à 12 % de l'électorat de l'abstention volontaire. Qu'est-ce qui peut l'expliquer ?

Elle ne provient qu'en faible partie de la gauche. Celle-ci maintient pratiquement au second tour le pourcentage de voix qu'elle avait obtenue en 2004, et c'est une pratique constante de ses électeurs de se mobiliser au second tour lorsqu'ils entrevoient la possibilité de conquérir ou de conserver le pouvoir.

En examinant les listes électorales des communes ou des quartiers de ville dont on connaît les préférences politiques, on constate que l'essentiel des abstentions volontaires, plus de quatre millions de personnes provient du centre droit. Il s'agit de personnes ayant voté pour la majorité en 2007, qui ont voulu exprimer leur insatisfaction sur la manière dont sont conduites les affaires du pays.

Si l'on s'éloigne de l'aspect électoral, et qu'on prend en compte les masses « tectoniques » de la société française, c'est-à-dire les grands ensembles qui partagent les mêmes valeurs et présentent les mêmes demandes, on aboutit à un résultat curieux : en écartant les 38 % d'abstentionnistes passifs, et en réintégrant les abstentionnistes volontaires dans leur famille de pensée d'origine, on peut évaluer le potentiel politique de la gauche à 40,9 % et celui de la droite (Front National exclu) à 44,4 %.

Ainsi, en dépit des apparences électorales, il semble que le centre de gravité de la société politique française se soit déplacé, entre 2004 et 2010, en direction de la droite.

Vérification en 2012 !

\*

\* \*

**La Grèce, l'Allemagne et la France.** La crise financière qui secoue la Grèce est la première qui frappe un pays de la zone euro. Ses causes sont connues : le dérèglement des finances publiques grecques, et la falsification des chiffres communiqués aux partenaires de la Grèce. Cette crise est amplifiée par les manœuvres de la spéculation internationale au mufler hideux qui espérait faire craquer l'euro. Les dernières décisions prises par les gouvernements de la zone euro vont dans le bon sens et ont fait remonter la cotation de la monnaie européenne.

Mais cette crise a aussi mise en lumière la menace qui pèse désormais sur la construction de l'Europe : ce n'est plus celle de voir s'interrompre l'intégration européenne, mais celle d'assister à la désintégration de l'édifice. La faiblesse de l'exécutif pratiquement ignoré dans le monde, les désaccords entre grands pays, le développement de relations bilatérales avec des partenaires extérieurs, créent une ambiance bien différente de l'époque où nous pouvions « faire rêver d'Europe ».

La solidité de l'ensemble ne tient qu'à un fil, celui qui unit la France et l'Allemagne. Qu'il se rompe, et nous verserons dans une confédération impuissante, ignorée, et ouverte à tous les vents.

Ne nous étonnons pas que nos approches puissent être différentes : la France et l'Allemagne n'ont pas la même expérience ni la même posture vis-à-vis de

l'inflation. Mais n'affichons jamais, je vous en supplie, nos désaccords sur les solutions. Nous ne pouvons admettre, en réalité, ni les uns ni les autres, la faillite de la dette souveraine d'un Etat de la zone euro, ni la sortie d'un Etat de cette zone, sauf à sa demande. Aussi tenons ensemble des deux mains le gouvernail de la barque de sauvetage. Le couple franco-allemand pourra y apporter la preuve de sa solidité, et de son unité.